



ORGANISATION PANAMÉRICAINE DE LA SANTÉ
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ



128^e SESSION DU COMITÉ EXÉCUTIF

Washington, D.C., 25-29 juin 2001

RÉSOLUTION

CE128.R9

CONVENTION-CADRE POUR LA LUTTE ANTITABAC

LA 128^e SESSION DU COMITÉ EXÉCUTIF,

Ayant examiné le rapport de la convention-cadre pour la lutte antitabac (document CE128/16),

DÉCIDE :

De recommander au Conseil directeur l'adoption d'une résolution dans les termes suivants :

LE 43^e CONSEIL DIRECTEUR,

Ayant envisagé le rapport concernant la convention-cadre pour la lutte antitabac (document CD43/_);

Reconnaissant les graves conséquences de l'usage du tabac et du tabagisme passif sur la santé des populations des Amériques et sur leurs systèmes de soins de santé;

Sachant qu'il existe à présent des faits étayant des mesures efficaces par rapport aux coûts pour réduire l'usage du tabac et sachant que les mesures en vue de réduire l'usage du tabac profiteront probablement aux économies de la plupart des États membres; et

Reconnaissant que la convention-cadre représente une occasion unique pour mobiliser et coordonner au plan mondial l'action en vue de réduire l'usage du tabac,

DÉCIDE :

1. De prier instamment les États membres :
 - a) de participer activement à la formulation de la convention-cadre pour la lutte antitabac par le biais de la participation aux séances de négociation de la convention-cadre et en renforçant la coordination multisectorielle nationale en vue de formuler des positions nationales cohésives par rapport à la convention-cadre;
 - b) de prévenir pour éviter que les gens commencent de fumer, notant la vulnérabilité toute spéciale des enfants et des adolescents et encourager ceux qui fument de s'arrêter en appliquant des mesures efficaces par rapport aux coûts pour réduire l'usage du tabac, fixant notamment des taxes sur le tabac à des niveaux qui réduisent la consommation et en éliminant progressivement la publicité sur les produits de tabac conformément aux constitutions nationales;
 - c) de protéger tous les non-fumeurs, notamment les enfants et les femmes enceintes, contre l'exposition à la fumée de cigarettes en interdisant de fumer dans les bureaux publics, les formations sanitaires et les établissements d'enseignement. Cette mesure est prioritaire et elle sera suivie dès que possible par l'interdiction de fumer sur les lieux du travail et dans les endroits publics sachant que ces environnements où il est interdit de fumer évitent que les gens ne commencent de fumer ou les encourager à cesser de fumer;
 - d) de mettre en place des systèmes de surveillance pour suivre la mortalité imputable au tabac et les progrès réalisés en vue d'atteindre les objectifs de réduction du tabagisme et du tabagisme passif.
2. De demander au Directeur :
 - a) de continuer à faciliter la participation des États membres à la formulation de la convention-cadre pour la lutte antitabac;
 - b) d'encourager la coopération technique, dans les limites des ressources disponibles, pour renforcer la capacité des États membres à appliquer des mesures solides et efficaces pour réduire l'usage du tabac et mettre en place des systèmes de surveillance pour évaluer les progrès;

- c) de concevoir un canevas d'action sous le nom « Amériques sans tabac » pour protéger les non-fumeurs des effets nuisibles du tabagisme passif;
- d) d'appuyer la mise en œuvre des systèmes de surveillance pour le contrôle du tabac et la diffusion de l'information sur les mesures ou expériences réussies.

(Huitième séance, 28 juin 2001)